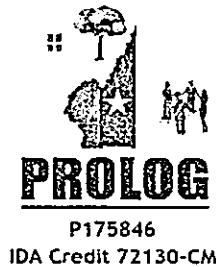


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTRE DE LA DECENTRALISATION
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

SECRETARIAT GENERAL

PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET
COMMUNAUTES RESILIENTES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION
AND LOCAL DEVELOPMENT

GENERAL SECRETARIAT

LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT
COMMUNITIES PROJECT

PAYS : République du Cameroun

NOM DU PROJET : Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG)

CREDIT IDA : N° 72130-CM

INTITULE DE LA MISSION : Assistance Technique du Projet Gouvernance Locale Et Communautés Résilientes (PROLOG) dans la Passation des Marchés de la Région de l'Extrême-Nord

N° DE REFERENCE DANS LE PPM (STEP) : CM-MINDDEVEL- -493058-CS-CQS

AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N° _____ /ASMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/ASPM/2025 DU 28 AOÛT 2025

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT-FIRME POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU PROJET
GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG) DANS LA PASSATION DES MARCHES DE LA
REGION DE L'EXTREME-NORD

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale à revenu intermédiaire inférieur, qui connaît des conflits internes et externes qui perdurent et aggravés par les effets des catastrophes naturelles et du changement climatique. Trois crises humanitaires complexes et simultanées affectent le pays : la violence de Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord ; l'afflux de réfugiés de la République centrafricaine (RCA) principalement dans les régions de l'Est ; et la crise sociopolitique qui s'est muée en conflit armé interne dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NW et SW) avec des répercussions dans d'autres régions notamment l'Ouest et le Littoral. Pour soutenir le Cameroun dans ses initiatives de résorption des risques d'aggravation de la violence, et dans sa politique de décentralisation, la Banque Mondiale a accordé au Gouvernement un financement sous forme de prêt IDA d'un montant de 300 millions de dollars, environ 189,243 milliards de F CFA pour la mise en œuvre du Projet Gouvernance Locale et Résilience Communautaire (PROLOG).

Ce Projet s'inscrit dans une dynamique qui combine l'appui au processus de décentralisation avec des engagements de développement et le renforcement de la capacité de résilience des communautés, notamment des ménages vulnérables impactés par les conflits.

Le Projet a été institué par la signature du décret n°2024/00164/PM du 25 janvier 2024 portant création, organisation et fonctionnement du Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

L'objectif de développement du projet est d'améliorer l'accès des communautés aux infrastructures résilientes au changement climatique et de renforcer la capacité locale à gérer les ressources et à fournir des services.

Dans la perspective de l'accélération de la mise en œuvre des infrastructures communautaires dans les 60 communes pilotes et des communes bénéficiant de la subvention basée sur la performance, ainsi que les infrastructures intercommunales, le projet au-delà de son personnel en passation des marchés a besoin de renforcer sa capacité en matière de passation des marchés afin de permettre des décaissements rapides. A cet égard, il est nécessaire de recruter un consultant-firme/cabinet qui viendra en appui à l'UGP et aux UCR afin d'accélérer la passation des marchés et renforcer les capacités des CTD bénéficiaires dans chaque Région

I. OBJECTIF DE L'ETUDE

L'objectif général de la mission est d'apporter au PROLOG, un appui technique dans la préparation des dossiers, la conduite du processus de passation des marchés et former les personnels clés des UGP/UCR et des CTD bénéficiaires afin d'accélérer le processus.

MISSION DU CONSULTANT

01 SEPT 2025

Pme Zambou

De manière spécifique, il s'agira de :

- Proposer les modules de formation des SPM régionaux et des personnels clés des CTD y compris des commissions internes ;
- Animer les ateliers de formation des SPM des UCR et des personnels des CTD bénéficiaire sur la passation des marchés ;
- Tenir et mettre à jour le tableau de suivi de l'ensemble des marchés passé par les CTD bénéficiaires pour un meilleur suivi ;
- Faire la revue de tous les documents de consultation des entreprises proposés par les CTD bénéficiaires ;
- Apporter l'appui conseil aux SPM régionaux pour le suivi de l'ensemble du processus de passation des marchés au niveau des CTD bénéficiaires ;
- Assister les UCR pour le suivi des procédures de revue à priori tant au niveau des commissions centrales que de la banque ;
- Apporter l'appui conseil et le coaching aux SPM régionaux dans le cadre de la revue des rapports d'évaluation par les commissions de passation des marchés des CTD bénéficiaires ainsi que la revue des propositions d'attribution ;
- Appui le Projet et les CTD bénéficiaires dans la gestion des demandes d'information et des réclamations ;

Faire un rapport mensuel sur la situation de passation des projets d'infrastructures communautaires et intercommunaux ;

II. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus pour le conseil régional et les communes sont les suivants :

- les dossiers de consultations : DAO/DC/DP sont élaborés en grand nombre et sont disponibles pour la suite de la procédure ;
- la passation de ces dossiers de consultation est réalisée avec célérité et ces dossiers sont prêts pour le lancement des avis ;
- les marchés sont lancés, attribués et signés ;
- la construction des infrastructures est entamée.

III. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Compréhension des termes de références : Les consultants/cabinets indiqueront leur compréhension des TDR et pourront formuler tous les commentaires et suggestions qu'ils jugeront nécessaires sur les présents termes de références.

Approche technique et méthodologie : Les consultants expliqueront leur compréhension des objectifs de la mission tels qu'ils ressortent des Termes de référence (TdR), l'approche technique et la méthodologie qu'ils comptent adopter pour réaliser les tâches et produire les résultats/rapports attendus, et le niveau de détail de ces rapports.

Programme de travail : Les Consultants établiront un chronogramme de réalisation des activités/tâches principales de la mission, leurs contenus et leurs durées, l'agencement et corrélations, les étapes (y compris les approbations intermédiaires par le Client) et les dates indicatives de remise des rapports. Le programme de travail de la proposition sera cohérent avec l'approche technique et la méthodologie, montrant la compréhension des TdR du prestataire et sa capacité à les transcrire en un programme de travail réalisable.

Ils soumettront un plan de travail et le canevas de leur rapport à l'approbation du commanditaire de l'étude qui pourra le cas échéant, faire des ajustements nécessaires pour la bonne marche de ses travaux et à la satisfaction des parties.

Une discrétion absolue et le respect des principes de confidentialité indispensables à la réussite de ce type de mission devront être respectés.

Pour la mission, le prestataire s'appuiera sur une collecte d'informations et/ou données de sources primaires et secondaires qui sera réalisée auprès de toutes les parties prenantes et capitalisera les travaux qui ont déjà été réalisés en lien avec la thématique.

Avant d'aller vers les Conseils régionaux et communes, le consultant devra consulter les Conseils Régionaux et Communaux. Il devra sous la supervision de l'UCR veiller à ce que le personnel des Conseils Régionaux et des communes fasse partie de l'équipe de sensibilisation des Communautés.

Accompagnement du cabinet : Pour l'accomplissement de leur mission, les consultants bénéficieront d'un accompagnement et du suivi du Maître d'ouvrage de l'étude, notamment l'UGP et les UCR du PROLOG ainsi que les services déconcentrés du MINDEVEL.

IV. LIVRABLES

- ✓ Le rapport N° 1 « rapport de démarrage
- ✓ Le Rapport N° 2 rapport des prestations exécutées
- ✓ Le rapport provisoire
- ✓ Le Rapport final.

V. DUREE DE LA MISSION

La durée totale de la prestation est de trois (03) mois

VI. PROFIL DES CONSULTANTS RECHERCHES

Le consultant doit être une firme de droit camerounais ou un groupement dont le statut juridique et la capacité de contracter (dossier fiscal et pièces administratives) seront à jour. Il s'agira en de :

- justifier de la conduite avec satisfaction au cours des 5 dernières années d'au moins une (01) mission d'assistance en passation des marchés auprès des CTD (dans la sous-région). Il s'agira de prestations terminées dans de bonnes conditions) ;
- avoir déjà exercé une prestation dans l'une dans la Région /communes bénéficiaires.

N.B 1 : avoir un chef d'équipe qui maîtrise les procédures de passation des marchés de la Banque mondiale/ un ancien SPM serait un atout ;

N.B 2 : pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de la première page et la dernière page signé. Ces références devront être claire et lisibles ;
- Les photocopies des procès-verbaux de réception, ou des certificats de bonne fin délivrés par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou attestations de main levée de caution de bonne fin.

Pour la réalisation de cette étude, les cabinets intéressés doivent justifier des compétences et expérience(s) avérées dans le domaine.

Les consultants seront invités à élaborer leur propre méthodologie, ainsi que leur plan de mobilisation des experts, le niveau d'effort et la méthode de travail pour la réalisation du mandat.

Les experts proposés par la firme devront avoir des profils complémentaires et les qualifications minimales suivantes : (Voir TDR)

En outre, les consultants doivent tous faire preuve :

- o D'une bonne connaissance des méthodes de collecte, d'analyse de données et de présentation détaillée de résultats ;
- o D'une expérience avérée en matière de conduite d'études de référence ;
- o De bonnes capacités rédactionnelles et de synthèse.

Une bonne connaissance du contexte camerounais un atout.

VII. PROCEDURE DE SELECTION

Une bonne connaissance du contexte camerounais un atout.

Les Consultants seront recrutés conformément aux dispositions du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sur la méthode de sélection fondée sur les qualifications des consultants (SQC), édition septembre 2025.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, de 09 heures à 15h30 heures (heures locales).

Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours à

compter de la date publication du présent avis dans le quotidien Cameroun Tribune, soit le 12 SEP 2025
à 15 heures 30 minutes (heure locale par mail (Fichier PDF) et devront comprendre les documents suivants :

VIII. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être soumis exclusivement en version électronique (format PDF) par email et devront comprendre trois fichiers comme suit :

Fichier PDF 1 :

- o Une lettre de soumission détaillée, faisant ressortir les capacités spécifiques du Consultant qui l'aideront à réussir sa mission ainsi que la collaboration avec les principales parties prenantes ;

Fichier PDF 2 :

Le cabinet devra proposer dans son offre, le CV du Chef de Mission qui devra remplir les critères de qualification et d'expérience minimal ci-après :

- o Diplôme requis : au moins Bac+5 (5pts) en Ingénierie, passation des marchés, sciences Management, gouvernance locale, droit, sciences sociales, sociologie, anthropologie ou équivalent ;
- o Justifier d'une expérience générale d'au moins (10) ans dans les procédures de passation des marchés
- o Justifier d'une expérience générale d'au moins huit (08) ans dans les procédures de passation des marchés de la Banque mondiale ou de la BAD ;
- o Avoir conduit au moins une (01) mission similaire ;
- o Avoir une bonne connaissance de la Région et des communes proposées.

Fichier PDF 3 :

- o Le CV doit mettre en exergue les expériences similaires, daté de moins de trois (03) mois, signé et mentionnant ses adresses complètes (boîte postale, téléphone, e-mail etc.), les copies certifiées des diplômes, attestations et/ou certificat de travail, ainsi que les copies des contrats similaires (1ères et pages de signatures), etc.) ;

N.B : Pour être validé, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

La copie de la première page et la dernière page signé. Ces références devront être claire et lisibles ;

Les photocopies des procès-verbaux de réception, ou des certificats de bonne fin délivrés par le Maître d'Ouvrage

NB : *Aucun dossier physique ne sera reçu à l'UGP ou dans les UCR. Seuls les dossiers électroniques respectant le format ci-dessus indiqué seront évalués.*


Et porter la mention :

000023 « AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N° /ASMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/ASPM/2025 DU 12 8 AOÛT 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT-FIRME POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU PROJET
GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG) DANS LA PASSATION DES MARCHES DE LA
REGION DE L'EXTREME-NORD
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Adresses courrier électronique :

- Coordo.prolog@minddevel.gov.cm ;
- emeguidejeanjacques@yahoo.fr

LE COORDONNATEUR NATIONAL


Maria Edielle T. H. Jackson
Ph.D in Economics
Senior Statistician and Economist Engineer